



GRAPECA

RAGPEHA

*Groupe de Recherche et d'Action pour la paix en Ethiopie
et dans la Corne de l'Afrique.*

*Research and Action Group for Peace in Ethiopia and the
Horn of Africa.*

G R A P E C A

RAPPORT D'ACTIVITE: JANVIER/SEPTEMBRE 1996
ET PROJET POUR 1997

GRAPECA
Société Générale Paris

43 Rue Gazan
Gare de l'Est

Paris XIV
n° 00050380466 - 69

G R A P E C A

RAPPORT D'ACTIVITE: JANVIER/SEPTEMBRE 1996 ET PROJET POUR 1997

I. INTRODUCTION:

Dans notre dernier rapport d'activité nous avons fait état du "processus de paix dans l'impasse" et avons indiqué que cette impasse s'expliquait par trois facteurs, à savoir: la montée d'une dictature ethnocentrique de plus en plus totalitaire, la division dans les rangs de l'opposition et la perte de crédibilité de la voie pacifique et enfin un environnement international défavorable aux forces de paix dans notre pays.

L'action envisagée par GRAPECA pour 1996 était définie en tenant compte de ce contexte difficile et cherchait notamment à engager un processus de restauration de la crédibilité de la voie pacifique à l'intérieur et entreprendre un travail de sensibilisation de l'opinion à l'extérieur.

Même si des problèmes financiers ne nous ont pas permis de réaliser tous les objectifs (sur les 730,000 F demandés nous n'avons obtenu qu'un peu moins de 250,000F) le travail accompli ces derniers mois nous permet d'envisager cette année l'avenir de processus de paix avec plus d'optimisme.

La stratégie de mobilisation de la population que nos militants à l'intérieur du pays préconisaient depuis deux ans pour revitaliser le combat pacifique semble enfin être acceptée par les responsables du CFAPDE. Notre combat contre la montée de la haine ethnique s'est doté d'un instrument efficace - l'association "Peuples Fraternelles - dont l'annonce de la création a été saluée par l'ensemble de la presse indépendante à Addis Abeba. Grâce à Addis Digest et le travail accompli par nos militants à l'étranger, il y a aujourd'hui une meilleure compréhension de la situation éthiopienne au sein de la communauté internationale.

II. LES ACTIVITES MAJEURES EN 1996

1. L'ASSOCIATION "ARTICLE 21: CENTRE POUR L'EDUCATION CIVIQUE": Cette association, créée l'année dernière comme la première des quatre associations que nous avons décidé de mettre sur pied progressivement dans le pays, a comme prévu remplacé les structures de GRAPECA au pays. Ceci a été fait vu les problèmes financiers qui ne permettaient pas de maintenir deux structures parallèles. Malgré les tentatives répétées, les animateurs de l'association n'ont pas pu obtenir à ce jour un statut d'ASBL. Ceci est également le cas pour des organisations indépendantes comme l'Ethiopian Human Rights Council (EHRCO) et l'Ethiopian Free Press Journalists Association (EFJA) qui continuent à fonctionner depuis plus de quatre ans sans avoir un statut légal.

Toutes les actions de GRAPECA au pays sont coordonnées par "Article 21" En plus des activités décrites ci-dessous, l'association a préparé - grâce au soutien financier obtenu de l'European Human Rights Foundation - deux brochures de sensibilisation aux problèmes des droits de l'homme. Une brochure

de vulgarisation des 30 articles de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et une autre consacrée à une explication de l'Article 21 de cette déclaration.

2. ACTION POUR RESTAURER LA CREDIBILITE DE LA VOIE PACIFIQUE: Ce volet de notre action était décrit dans notre dernier rapport comme "le défi le plus formidable dans les mois qui viennent." Comme il était prévu dans notre projet les animateurs de GRAPECA ont pu élaborer des propositions concrètes destinées à revigorer le combat pacifique en générale et le CFAPDE en particulier. Ces propositions furent débattues et adoptées lors d'une conférence organisée par "Article 21" qui a eu lieu au mois d'avril au lieu de janvier 1996 comme il était prévu initialement.

La recommandation la plus importante prise lors de cette conférence portait sur la nécessité d'adopter une nouvelle stratégie de mobilisation de la population axée sur les préoccupations concrètes et quotidiennes des gens. Tous nos militants furent mobilisés pour convaincre les dirigeants en vue de l'opposition sur l'urgence d'une telle démarche pour restaurer la crédibilité de l'opposition pacifique. L'efficacité d'une telle stratégie vient d'être démontrée avec le succès de la manifestation de 3 septembre à laquelle participaient près de 400,000 résidents d'Addis Abeba pour protester contre la hausse des loyers imposée par les autorités de la capitale.

Cette stratégie et les autres recommandations de la conférence ont fait l'objet de discussion avec le président du CFAPDE lors d'une rencontre à Bruxelles le 20 et 21 septembre.

La nécessité de poursuivre sur la nouvelle voie de mobilisation de la population a été soulignée par tous les participants. Le président du CFAPDE nous a informé de la décision de sa direction d'ouvrir des branches dans les principaux centres urbains (Dessie, Awassa, Dire Dawa, Nazareth, Jimma et Bahre Dar) Pour mieux assoir le conseil parmi la communauté éthiopienne à l'étranger, nous avons décidé de coopérer dans la mise sur pied de "CAFPDE Support Committees" dans les principaux pays d'Europe et en Amérique du Nord.

Le Président du CFAPDE ayant souligné l'importance que pourrait avoir Radio Selam dans le processus de démocratisation et du combat pour la paix dans le pays, nous avons promis de tout faire pour relancer la station dès que possible.

3. DIALOGUE ENTRE LES FORCES DEMOCRATIQUES:

a) La rencontre de Londres: Des représentants des 7 organisations ayant participé à la Conférence de Paris en 1993 ont eu une rencontre informelle en avril à Londres. Cette rencontre fût consacrée à des échanges de vue sur la situation du pays et les perspectives du combat pour la paix et la démocratie depuis les Conférences de Paris et d'Addis Abeba. L'opposition du FLO au CFAPDE n'a pas permis de définir une stratégie commune visant à renforcer le Conseil. Mais après de longues discussions sur l'état des relations ethniques dans le pays nous sommes arrivés à un consensus sur la nécessité de définir une stratégie commune pour combattre la montée de la haine ethnique. L'urgence d'une telle démarche ayant été reconnue par tous, GRAPECA entend prendre l'initiative d'une autre rencontre en Europe entre ces représentants de ces organisations et des responsables de l'association "Peuples Fraternelles" dans le courant de l'année 1997.

b) La rencontre d'Amsterdam: Elle a été organisée au mois de juin avec le concours d'une nouvelle association d'intellectuels

éthiopiens "Addis Tesfa" (New Vision). Y ont participé le Vice-Président de l'Ethiopian Free Press Journalists Association (EFJA) le Secrétaire Général de l'Ethiopian Teachers Association (ETA), le responsable des relations publique du CFAPDE et un des dirigeants de la nouvelle organisation "The Oromo National Congress" tous venus du pays. Il y avait aussi quelques représentants de l'opposition démocratiques résidant à l'étranger. Les trois décisions majeures de cette rencontre vont dans le sens des préoccupations de GRAPECA:

1) Coordonner les efforts à l'intérieur et à l'extérieur du pays en vue de renforcer et revigorer le CFAPDE

2) Coordonner les initiatives pour mieux combattre la haine ethnique que tous les participants ont décrit comme le danger le plus grave qui menace la paix et le processus de démocratisation en Ethiopie

3) Lancer un appel à la communauté internationale pour l'inciter à engager un processus de diplomatie préventive et coordonner les initiatives dans ce sens engagées à l'intérieur et à l'extérieur du pays

4) Mettre sur pied un comité de suivi composé de représentants des organisations venues du pays et des participants venus de l'étranger.

4. CREATION DE L'ASSOCIATION "PEUPLES FRATERNELS"

Il s'agit pour GRAPECA de la tâche la plus importante accomplie cette année. La création de l'association a été précédée par un débat intense sur la base d'un texte préparé par nous en janvier 1996. (Voir "Brotherly Peoples" Project, janvier 1996.)

Un colloque avec la participation d'une cinquantaine de participants fût organisé à Addis au mois d'avril lors duquel les objectifs et le statut de l'association furent débattus et un "steering committee" formellement mis sur pied.

Le comité a déjà introduit une demande d'enregistrement de l'association auprès des autorités compétentes. Il est intéressant de noter que cette demande a été signée par 20 intellectuels appartenant à 11 groupes ethniques différents: 5 Amaras, 3 Oromos, 2 Tigreans, 2 Gurages, 2 Yem, 1 Agew, 1 Gamo, 1 Hadiya, 1 Gedeo, 1 Kafitcho et 1 Tembaro.

Depuis le mois de mai 1996, le comité, qui constitue en fait la direction de l'Association - a accompli les tâches suivantes:

- Envoi de 6 étudiants en Région 4 (Oromiya) et Région 7 (Peuples du Sud) en mission pour collecter du matériel sur les conflits ethniques dans ces régions (mois de juillet et août)

- Diffusé le manifeste de l'association à l'intérieur du pays et auprès des éthiopiens résidents à l'étranger (août)

- Diffusé une déclaration en Anglais "Statement on the establishment of **"Brotherly Peoples Civic Organisation" (BPCO)** 29 août 1996

- A fait publier de larges extraits de son manifeste dans des journaux indépendants à Addis Abeba (Septembre 1996)

5. SENSIBILISATION DE L'OPINION INTERNATIONALE

a) ADDIS DIGEST: Nous avons continué à publier Addis Digest sans toutefois pouvoir réaliser notre ambition - faute de fonds adéquates - notre ambition de porter sa diffusion à 1,000 exemplaires par numéro au lieu de 500 actuellement.

b) Le projet "campaign pour une diplomatie préventive": Même si les responsables de GRAPECA en Grande Bretagne, RFA, Suède, Belgique etc ont continué leurs contacts avec des représentants d'ONGs qui reçoivent Addis Digest et ont soulevé ce problème avec eux notre projet d'un colloque sur la diplomatie préventive en Ethiopie n'a pu aboutir. Les discussions que l'on a pu avoir à ce sujet nous ont persuadé que cette démarche doit, pour réussir, être précédé par la publication d'un "Document de travail" à soumettre préalablement à ceux qui seront conviés à la rencontre. Ce document tâchera de démontrer la nécessité et l'urgence de la diplomatie préventive en Ethiopie et contiendra des propositions concrètes à soumettre aux participants. Il fait actuellement objet d'un débat à l'intérieur de GRAPECA et sera soumis à quelqu'uns de nos partenaires à la fin octobre ou début novembre.

6. RADIO SELAM

L'interruption des émissions de **RADIO SELAM** a été durement ressentie par nos auditeurs. La frustration a été d'autant plus grande que la presse indépendants, de plus en plus harcelée et de toute façon n'étant pratiquement pas diffusée en dehors d'Addis Abeba, ne fait pas le poids face aux média officiels devenus des machines de propagande au service du gouvernement. (Voir lettres des présidents du CFAPDE et de l'EFJA ci-jointes.)

GRAPECA était parvenu à un accord avec les dirigeants de l'EFJA sur la mise sur pied d'une équipe de journalistes expérimentés pour nous aider à réaliser des émissions de qualité. Les ONG contactées étaient prêtes à nous aider financièrement. Mais malheureusement, malgré deux missions à Moscou, nous n'avons pu relancer les émissions. Nous sommes maintenant persuadés que les gens qui nous louaient la station ont été payés par le pouvoir pour ne plus travailler avec nous. A l'heure actuelle nous sommes en train d'explorer d'autres possibilités en Moldavie et avec la station AFRICA No. 1 au Gabon.

III. LES AXES D'ACTION POUR 1997

En plus d'Addis Digest que nous continuerons à publier et nos efforts pour relancer RADIO SELAM, les objectifs majeurs de GRAPECA pour l'année à venir seront les suivants:

1. CONTINUER L'ACTION DE REVITALISATION DE L'ALTERNATIVE PACIFIQUE: Il s'agira de tout faire pour maintenir la dynamique de mobilisation pacifique en renforçant la capacité d'initiative et de mobilisation du CFAPDE. L'antenne de GRAPECA au pays sera très activement impliquée dans ce travail. Nos membres aideront le Conseil dans ses tentatives d'implantation dans les régions. A

l'étranger, nous agissons, comme convenu avec le président du CFAPDE, de mettre sur pied des "CAFPDE Support Committees."

2. GARANTIR L'ESSOR DE L'ASSOCIATION "PEUPLES FRATERNELS"

L'association fera tout ce qui est nécessaire pour avoir un statut légal. Le ton modéré du manifeste qui ne contient aucune attaque frontale contre le pouvoir pourrait éventuellement faciliter cette démarche auprès des autorités. Mais le fait de ne pas être reconnue n'empêchera pas l'association de travailler et de réaliser les objectifs qu'elle s'est fixés pour 1997 qui sont les suivants:

a) Poursuivre les enquêtes dans les régions sensibles et procéder à l'analyse du matériel collecté afin d'avoir une vue d'ensemble sur l'état, les causes et l'impact des conflits ethniques sur le processus de démocratisation et de la paix dans le pays;

b) Envoyer des missions d'enquête/médiation dans les localités où les conflits ont atteint des proportions dangereuses et nécessitent une attention particulière.

c) Organiser des ateliers de formation destinés aux activistes de l'association venus des zones de conflits ou des membres qui seront envoyés dans ces régions pour le compte de l'association. Les procès verbaux de ces ateliers seront publiés pour être diffusés à un public plus large dans le cadre de nos campagnes de sensibilisation

d) Publication de rapports semestriels sur "L'état des relations ethniques" (en Amharique et en Anglais)

e) Campagne de sensibilisation de l'opinion - articles dans les journaux, encarts publicitaires et éventuellement en utilisant Radio Selam

f) Tournée en Europe de deux responsables de l'Association afin de rencontrer nos partenaires et d'autres ONG en France, G.B., RFA, Suède etc et les membres de la communauté éthiopienne dans ces pays.

3. CAMPAIGN POUR UNE DIPLOMATIE PREVENTIVE EN ETHIOPIE

La Task Force mise sur pied pour élaborer le document sur le problème de la diplomatie préventive en Ethiopie est sur le point de compléter ses travaux.

Pierre Calame est d'accord pour soutenir une réunion (à Paris ou à Bruxelles) Il propose qu'une telle réunion soit tenue avec la participation des membres du parlement et de la Commission européens et des représentants de quelques ONG. Il est d'accord pour contacter M. M. Rocard (Observatoire Européen des Conflits) Pour notre part nous avons déjà pris contact avec quelqu'un des membres du groupe au parlement européen "Prévention active des conflits" qui regroupe 120 députés dont M. Bernard Kouchner. D'autres organisations que nous avons contacté (Broederlijk Delen, Reporters sans Frontières etc) ont exprimé leur soutien à notre démarche.

Nous proposons de procéder de la façon suivante en vue de convoquer ce colloque:

- Discussion entre le CCFD, FPH et GRAPECA sur la base du document de travail élaboré par la Task Force
- Publication du texte finale "Pour une diplomatie préventive en Ethiopie" Ce texte sera largement diffusé (à tous les membres du groupe "Prévention active de conflits", aux autorités compétentes de la Commission, aux responsables de l'Observatoire européen des Conflits, aux ONG et journalists etc)
- Organisation du colloque et élaboration d'un plan d'action
- Mise sur pied d'un Comité de suivi des recommandation du colloque.